



Nogent-sur-Marne, le 20 juillet 2017

Tribune au sujet des États généraux de l'alimentation

Nous avons quelques raisons d'être satisfaits de voir notre gouvernement organiser des « États généraux de l'alimentation ». Ces derniers devraient être l'occasion d'envisager les conditions économiques dans lesquelles les agriculteurs pourraient modifier leurs systèmes de culture et d'élevage de façon à nous fournir une alimentation saine et de grande qualité, sans occasionner de dégâts à nos environnements ni causer de préjudices pour les générations futures, tout en bénéficiant de rapports de prix durablement rémunérateurs et incitatifs.

Notre agriculture industrielle est en crise. Celle-ci concerne plus particulièrement nos filières de production "bas de gamme" (poulets de chair de 40 jours, charcuterie non labellisée, poudre de lait, viandes rouges, céréales, etc.). Elle n'est pas conjoncturelle et ne résulte pas du seul embargo russe sur certaines de nos exportations agricoles mais découle bien davantage de politiques agricoles qui, par le biais de subventions accordées essentiellement en proportion des surfaces exploitées, ont délibérément encouragé les productions "de masse" à grande échelle. Le problème est que la France des mille et un terroirs n'a en réalité **aucun avantage compétitif pour développer de telles formes d'agriculture industrielles.**

De façon à produire aux moindres coûts monétaires et répondre aux exigences de standardisation des industries agro-alimentaires et de la grande distribution, nos agriculteurs ont été pour la plupart contraints de s'équiper en infrastructures et matériels de plus en plus coûteux. Afin d'amortir au plus vite leurs nouveaux équipements ils durent spécialiser exagérément leurs systèmes de culture et d'élevage, en ne disposant pour ce faire que d'un nombre très limité de variétés végétales ou races animales à haut potentiel génétique de rendement, mais très sensibles aux éventuels insectes prédateurs et agents pathogènes. D'où le recours à toujours plus de produits phytosanitaires (fongicides, herbicides, insecticides, etc.) et vétérinaires dont les procédures d'autorisation de mise sur le marché sont de plus en plus souvent dénoncées. Avec pour conséquences un grand nombre de dégâts environnementaux (les algues vertes sur le littoral, les nitrates et désherbants dans la nappe phréatique, les inondations dans les vallées, les émissions de gaz à effet de serre, etc.) et une qualité souvent délétère des aliments (les antibiotiques dans la viande, les hormones dans le lait, les résidus pesticides sur les fruits et légumes, etc.). **Notre alimentation pas chère nous coûte finalement très cher,** pour rendre potable l'eau du robinet, pour retirer les algues vertes du littoral, et nous guérir de maladies chroniques.

Pour la plupart endettés jusqu'au cou et soumis à un travail harassant, nos agriculteurs s'interrogent à juste titre sur leur devenir : ne risquent-ils pas de tomber prochainement en faillite et devoir renoncer à leur métier avant même de partir à la retraite ? De quels revenus pourront-ils alors disposer ? Et qui pourrait donc reprendre leurs exploitations agricoles dans lesquelles ils ont tant investi ? Avec un agriculteur ou une agricultrice qui se tue en moyenne tous les deux jours, le taux de suicides, en relation au nombre d'actifs au travail, est de 20% supérieur à la moyenne nationale dans la profession agricole.

Des solutions existent ! Fort heureusement, des paysans innovateurs ont su déjà mettre au point **divers systèmes de production agricole adaptés** chacun aux conditions locales de leurs différents terroirs. Ils font un usage intensif des ressources naturelles renouvelables (l'énergie lumineuse et le gaz carbonique en excédent dans l'atmosphère pour les besoins de la photosynthèse et la production de nos calories alimentaires, l'azote de l'air pour la fabrication de nos protéines végétales, etc.), tout ayant le moins possible recours aux énergies fossiles et aux produits pesticides. Très savantes, ces formes d'agriculture paysanne inspirée de l'agro-écologie n'en sont pas moins bien plus artisanales et exigeantes en travail que l'agriculture dite "conventionnelle". **Elles méritent donc d'être mieux rémunérées** ; et c'est tout l'intérêt de l'agriculture biologique de pouvoir bénéficier aujourd'hui de prix plus rémunérateurs en échange du respect d'un cahier des charges particulier et d'une procédure de certification rigoureuse.

Mais c'est bien désormais toute l'agriculture française qui va devoir opérer un tel virage pour garantir la qualité sanitaire de nos aliments et préserver la fertilité de nos écosystèmes. La France ne doit surtout pas en effet se résoudre à voir les produits bios réservés aux seules personnes aisées et laisser les populations les moins fortunées ingurgiter des viandes enrichies en antibiotiques et des fruits et légumes bourrés de perturbateurs endocriniens. Il nous faudra donc **revoir complètement nos politiques agricoles française et européenne**.

Au cours des États généraux de l'alimentation, de façon à mieux répondre aux attentes des consommateurs en termes de qualité gustative et sanitaire, tout en engageant notre agriculture dans une véritable **transition écologique et solidaire** destinée à éviter les pollutions de l'air, des eaux et des sols, à réduire nos émissions de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone, méthane et protoxyde d'azote) et à sauvegarder les potentialités productives de nos terroirs sur le long terme, il nous faudra impérativement discuter des mesures suivantes :

- **L'achat de produits issus de l'agriculture biologique pour la restauration collective hors domicile** (cantines des écoles, collèges, lycées, entreprises, etc.) : achat préférentiel de ces produits en circuits courts, à proximité des établissements concernés ;
- **Réorientation des subventions de la Politique agricole commune (PAC)** de l'Union européenne, actuellement distribuées sous la forme d'aides proportionnelles à la surface exploitée et presque totalement "découplées" de la production, en faveur de l'agriculture biologique et de la rémunération des services sanitaires et environnementaux que les formes d'agriculture inspirées de l'agroécologie procurent à l'ensemble de la société (Séquestration de carbone dans la biomasse et l'humus des

sols, cultures de légumineuses en substitution de l'importation de soja transgénique, haies vives destinées à abriter les abeilles et autres insectes utiles aux cultures, recours à des champignons mycorhiziens comme auxiliaires de la fertilisation minérale, etc.) ;

- **Taxation des engrais azotés de synthèse** dont la fabrication est très coûteuse en énergie fossile et dont l'épandage contribue fortement au réchauffement climatique global (émission de protoxyde d'azote) : une telle mesure inciterait nos agriculteurs à intégrer davantage de légumineuses (dont la France et l'Europe des 27 sont lourdement déficitaires) dans leurs rotations et assolements, avec pour effet de fertiliser nos sols en azote par la voie biologique ;
- **Taxe à l'importation des graines et tourteaux de soja**, destinée à encourager la production en France de légumineuses fourragères destinées à nous rendre moins dépendant des importations de soja transgénique ;
- **Abandon des exportations à vil prix (prix de *dumping*) de nos excédents de produits bas de gamme en direction des pays du Sud**, de façon à ne plus concurrencer de façon déloyale leurs paysanneries sous-équipées, à ne plus provoquer leur faillite et à leur permettre de dégager des revenus suffisants pour nourrir correctement leurs familles et pouvoir investir dans leurs fermes ;
- **Lancement de campagnes d'éducation civique destinées à améliorer notre alimentation quotidienne** de façon à enrayer l'extension de nombreuses maladies chroniques (diabète, obésité, maladies cardiovasculaires, maladies neurodégénératives, cancers hormono-dépendants, etc.) : les cinq fruits et légumes par jour, l'équilibre entre les divers ingrédients (glucides, protéines, vitamines, fibres, minéraux, antioxydants, etc.), recours aux légumes secs riches en fibres, choix d'aliments riches en Omega 3 et dépourvus de perturbateurs endocriniens, etc. ;
- **Sensibilisation des citoyens** à choisir dans leurs achats des produits **labellisés bio et équitable** ;
- **Association plus étroite entre agriculture et élevage** pour valoriser les résidus de culture, recycler les effluents d'élevage, fabriquer et épandre du fumier en substitution d'engrais de synthèse, etc. ;
- Aides à la **mise en place de circuits courts** pour la vente des produits alimentaires permettant aux agriculteurs de mieux évaluer quelles sont les vraies demandes des consommateurs finaux et aux consommateurs de mieux comprendre les contraintes des agriculteurs ;
- etc.

Notre modèle agricole "productiviste" est aujourd'hui à bout de souffle et ne permet plus à nos agriculteurs de vivre correctement de leur travail. Il existe d'ores et déjà des **formes d'agriculture alternatives** qui permettraient de nourrir correctement et durablement la population française. Mais encore faudrait-il **amorcer un changement radical des règles de commercialisation des produits agricoles sur notre marché intérieur et à l'échelle mondiale** afin de mieux répondre aux enjeux d'une alimentation saine et d'une agriculture respectueuse de l'environnement dans toutes les régions du monde. Puissent les "États généraux de

l'alimentation" ne pas devenir une grand-messe, s'emparer du problème avec courage et détermination et **œuvrer pour une commercialisation plus équitable des produits agricoles et alimentaires !**

Marc Dufumier

Agronome,

Président de la Plateforme pour le commerce équitable (PFCE)